



SECTIONS DE MEURTHE ET MOSELLE

Monsieur le directeur des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

Nous avons été informés de la visite des directeurs au centre des Finances Publiques de Briey le 10 juillet dernier. Vous avez constaté à votre arrivée que les agents avaient affiché leurs inquiétudes et leur mécontentement par rapport au devenir de leurs services dans le cadre du projet dit de « géographie revisitée » ou encore de « nouveau réseau de proximité ».

Ils avaient depuis le 8 juillet installé trois banderoles, trois croix sur les pelouses et des affichettes sur les plots extérieurs ainsi qu'en divers endroits des locaux.

Une pétition qui répondait à des demandes d'usagers avait été mise à leur disposition à l'accueil pour témoigner de leur soutien.

Ces expressions ont été effectuées dans le plus grand calme et la plus stricte neutralité politique et syndicale ; il n'y a eu aucun désordre ni perturbation du service.

Vous avez - personnellement et, bien entendu, immédiatement suivi en cela par vos collaborateurs les plus proches - perdu votre sang froid et toute mesure en interpellant violemment d'abord les cadres puis de manière aveugle en vous livrant à un « nettoyage » du site avec une agressivité hors de propos.

La violence ostensible de votre réaction a d'autant plus choqué les agents présents qu'elle a été accompagnée de paroles grossières et d'affirmations dont le caractère anti-syndical a aussi été de nature à insulter nos collègues par rapport à leur capacité d'analyse et d'auto-détermination.

Vous vous êtes d'ailleurs personnellement permis d'arracher des panneaux dédiés des expressions syndicales; et votre emportement vous a même conduit à détruire des informations administratives affichées à destination des usagers !

Ces agissements n'ont été rendus possibles que du fait de votre position hiérarchique ; en même temps ils en sont indignes et vous avez gravement porté atteinte à l'image de l'administration.

Ceci est d'autant plus condamnable qu'à aucun moment vous n'avez engagé la discussion que les agents étaient en droit d'attendre alors que leur avenir est concerné.

Faut-il rappeler l'expérience de la fusion des SIE de Briey et Longwy ?

Faut-il insister sur le « feuilleton » SPF et les incertitudes qui perdurent ?

Faut-il souligner l'opacité totale en amont des projets découverts partiellement en juin dernier et les lourdes incertitudes déjà pour leur pérennité du fait de la seule question des emplois ?

Faut-il évoquer les déclarations contradictoires selon qu'elles sont faites par exemple aux agents du SPFE de Nancy ou aux journalistes du Républicain Lorrain ?

Faut-il redire le gouffre entre vos propos lénifiants sur le sujet de la mobilité forcée des personnels et les textes de la Direction Générale ?

Et que présager au vu de votre emportement du 10 juillet de la gestion à venir des agents dans le contexte de destruction des droits et garanties, notamment en termes d'affectation, de mobilité fonctionnelle et d'évaluations individuelles ?

En toutes choses les questions et les inquiétudes des agents de la DGFIP sont légitimes et à Briey elles se posent avec une acuité toute particulière ! Votre visite loin d'y répondre les fondent un peu plus encore !

Cette situation illustre surtout la déshérence du dialogue professionnel et social érigée en mode de fonctionnement. De notre point de vue, il vous appartenait de réunir -dans le calme et la dignité attachée à vos fonctions- les personnels et de répondre à leurs questions avant de leur demander d'ôter eux même banderoles, affichettes et autres expressions.

Ils s'y étaient préparés (la chose étant d'une banalité éprouvée dans un contexte particulier de lourde restructuration) mais vous avez fait le choix de signifier votre mépris et votre pouvoir jusqu'à les empêcher de les retirer eux-mêmes.

Vous leur avez même nié ce droit élémentaire et ce n'est pas là le moins grave.

Certaines de ces expressions ont été récupérées dans une benne à ordures quand d'autres ont simplement disparu...

Votre réaction témoigne et illustre une dérive autoritariste que les représentants des personnels constatent à l'occasion des réunions des diverses instances et notamment lors des Comités Techniques Locaux.

Ainsi, la dernière réunion (04 juillet) a de nouveau démontré toute la désinvolture mais aussi le mépris affiché par la direction vis-à-vis des représentants élu-e-s des personnels ; mais au travers des instances et des représentants malmenés ce sont bien les agents et les missions qui sont attaqués.

Votre passage à Briey en est un nouvel exemple et un nouveau pallier a été franchi.

Nous dénonçons ces agissements de la direction avec la plus grande détermination et nous exprimons notre solidarité et notre respect sans faille à nos collègues de Briey dont nous saluons l'attachement au service public et l'engagement.

Nancy, le 16 juillet 2019

<p>Pour la CFDT Finances Publiques 54 Céline CORRE Agente des Finances Publiques et secrétaire de section cfdt.ddfip54@dgfip.finances.gouv.fr</p>	<p>Pour Solidaires Finances Publiques 54 Patrick DUHEM Agent des Finances publiques et secrétaire de section solidairesfinancespubliques.ddfip54@dgfip.finances.gouv.fr</p>
<p>Pour FO Finances Publiques 54 Alexis TCHENS Agent des Finances Publiques et secrétaire de section. fo.ddfip54@dgfip.finances.gouv.fr</p>	<p>Pour la CGT Finances Publiques 54 Lionel BARSACQ Agent des Finances Publiques et secrétaire de section. cgt.ddfip54@dgfip.finances.gouv.fr</p>